L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 11 AOUT 1852.

Enregistré et publié par
G. F. WHEELER,
N° 55, rues de Chartres

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 11 AOUT.

POUR PRESIDENT :
WINFIELD SCOTT.
DE LA VIRGINIE.
POUR VICE PRESIDENT :
WM. A. GRAHAM.
DE LA CAROLINE DU NORD.

ELECTEURS

Pour président et pour vice-président :

Premier District—JACQUES TOUTANT, de St-Bernard; (substitut, J. B. WILKINSON Jr., de Plaquemines.)

Second District—CYPRIEN DUFOUR, d'Orléans.)

Troisième District—DUNCAN F. KENNER, de l'Ascension; (substitut, FERGUS GARDÈRE, de Jefferson.)

Quatrième District—Geo. W. WATTERSTON, de Livingston; (substitut, B. J. BARROW, de Ouest-Feliciana.)

Cinquième District—ALEXANDRE DECLOUET de St-Martin; (substitut, J. K. ELDER, des Rapides)

Sixième District—JOHN RAY, de Ouachita, (substitut, D. F. ROYADER, de Caddo.)

CONTRASTE.

Le Général Scott.	M. Pierce.
Monsieur, je suis de la façon la plus complète en faveur de la Constitution, en faveur de l'Union, en faveur de l'exécution et d'une façon pleine et complète contre toutes entreprises contraires à la Constitution. (Discours prononcé par le Général Scott à la Convention.)	*On m'a demandé si j'étais prêt à faire les mêmes serments que ceux que le Président va prêter. Je réponds que je le ferai volontiers l'heure où et le lieu où il devra être fait.* (Discours prononcé par M. Pierce à Concord, N. H., le 3 janvier 1852.)

OPINION DE L'ABOLITIONISTE GIDDINGS
SUR LE GENERAL SCOTT
Et le Programme Whig.

"Je suis sûr que l'on trahirera de différentes manières le candidat whig à la prochaine présidence. Il y a longtemps que je connais la perversité qui a été développée contre lui. Je n'avais pas ressenti de sentiments aussi violents contre le général Scott que plus que contre le candidat démocrate ; mais s'il est élu, *il s'est engagé à maintenir les entreprises de l'esclavage, les crimes révoltants qui découlent de la soumission du Nord aux exigences du Sud, et les cruautés flagrantes* dont les lois et la conduite du sud *ont fait un système*. Il ne peut également *maintenir ces lois et l'extradition des esclaves fugitifs*, d'après la déclaration donnée dans l'Union comme étant d'accord avec les opinions exprimées dans son message. Ordre a été reçu par le commandant de Mexique et dans le département d'Etat, *de vendre d'esprit clair la déclaration publique* sur tous ces sujets".

NOTRE PROGRAMME

Les whigs des Etats-Unis étaient en Convention, ils ont nommé candidat à une grande présidence conservateurs qui les gouvernement, pleins de confiance, maintenant comme toujours, dans l'intelligence du peuple américain, dans son opinion publique, gouvernant fidèlement, dans son application à la Constitution et à l'Union, proclame les opinions suivantes comme celles qui dirigeront leur parti :

1—Le gouvernement des Etats-Unis est limité dans ses pouvoirs. Il ne peut exercer que ceux qui lui sont spécialement attribués par la Constitution, ainsi que les privilèges nécessaires à l'exercice desdits pouvoirs. Quant aux pouvoirs qui ne lui sont point attribués spécialement ou implicitement, ils sont réservés expressément aux divers Etats et au peuple.

2—Le gouvernements d'Etat doivent être protégés dans l'exercice des droits qui leur sont réservés, de même que le gouvernement général doit pouvoir exercer librement ses pouvoirs constitutionnels. Il importe que l'Union soit respectée et défendue comme le palladium de nos libertés.

3—Tout en sympathisant cordialement avec ceux qui luttent pour la liberté, en quelque pays que ce soit, nous adhérons à la doctrine émise par le fondateur de la république dans son discours d'adieu. Nous croyons avec lui que nous ne devons pas contracter d'alliance dangereuses entre nous-mêmes étrangères et adopter une politique qui nous force quitter notre terrain national. Notre mission comme république n'est pas de propager nos opinions ou de changer par la force les institutions qui ne sont pas les nôtres, mais de montrer par la force, notre forme de gouvernement, mais de prêcher par l'exemple et de démontrer aux yeux de tous par nos succès, notre modération et notre justice, les effets bienfaisants de gouvernement populaire et les avantages des libres institutions.

4—La voix le peuple crie et dirige le gouvernement il doit obéir à la constitution, aux lois et aux traités, s'il veut conserver en propre estime et celle des autres de nations.

5—Le gouvernement doit être dirigé avec la plus stricte économie, et un revenu suffisant pour subvenir aux besoins de l'administration doit être payé au moyen de droits d'entrée et non de taxes directes ; et en établissant l'échelle de ces droits, une bonne politique exige que l'on distingue entre les divers objets qui composent l'importation dans une telle manière à favoriser autant que cela deviendra possible l'industrie américaine, dans toutes les classes de nos travailleurs répandus du pays.

6—La voix le peuple crie et dirige le gouvernement il doit obéir à la constitution, aux lois et aux traités, s'il veut conserver en propre estime et celle des autres de nations.

7—Le gouvernement doit être dirigé avec la plus stricte économie, et un revenu suffisant pour subvenir aux besoins de l'administration doit être payé au moyen de droits d'entrée et non de taxes directes ; et en établissant l'échelle de ces droits, une bonne politique exige que l'on distingue entre les divers objets qui composent l'importation dans une telle manière à favoriser autant que cela deviendra possible l'industrie américaine, dans toutes les classes de nos travailleurs répandus du pays.

8—La cession accordée au Congrès le pouvoir de créer des ports et de les entretenir, comme aussi de fixer et relever les chaussées qui passent le territoire des différents Etats, dans les cas où les améliorations sont nécessaires à la défense commune et à la protection aussi qu'à la facilité du commerce étranger ou du commerce intérieur ; ces améliorations étant toujours de leur nature nationales et non locales.

9—Le gouvernement fédéral et celui des différents Etats font partie du même système ; Bureau Poste et toute administration à la prospérité, à la paix et à la sécurité des citoyens ; de même que la soumission et l'assistance qu'il doivent aux premiers. Le respect de ces deux gouvernements et des mesures constitutionnelles qu'ils décrètent est essentiellement par les différents citoyens et par tous les fidèles.

A—La série d'actions du 32me Congrès, comme généralement nommé le nom de comprenda on de règlement, l'acte pour le recouvrement des esclaves fugitifs, y compris, les mesures auxiliaires pour la défense des frontières des Etats-Unis contre les incursions des tribus sauvages, en principe et en fait, des dispositions qu'elle contiennent, et pour ce qui a rapport à ces actes, nous les considérons et nous maintenons pour qu'ils soient strictement exécutés, jusqu'à ce que le temps et l'expérience aient démontré la nécessité de nouvelles dispositions pour remplacer les lois ci-dessus ou pour *les amender*, d'une part, en ce qui a rapport à *certains de ses articles*, ET POURVU AUSSI QUE CES DISPOSITIONS N'ALTERENT EN RIEN L'EFFICACITE DES LOIS ACTUELLES DESTINEES A REMPLIR LE VOEU DE LA CONSTITUTION, dans protestons contre toute nouvelle agitation des questions ainsi réglées comme dangereuses pour notre paix, et nous regardons comme devant être considérées par tout bon citoyen comme un devoir de renouveler cette opinion, quant à ce qui a quelque époque et de quelque façon qu'elle se manifeste, dans toutes les mesures et dans tous les cas comme étant la nationalité du parti whig et à l'intégrité de l'Union."

L'ORLEANAIS.

Aux nombreux anonymes de correspondant de l'*Orléanais*, nous avons ajouté par le même poste Anjou'hui la rédacteur nous offre de faire connaître le mystère dont M. A. s'est enveloppé.

C'est mal se tirer d'une mauvaise position. Si monsieur A. avait voulu se faire connaître, il eût signé en lettre. Nous en avons fait justice par le mépris : c'est tout ce qu'il méritait. Nous n'avons donc rien de plus à faire avec lui.

Les injures ne nous ont jamais atteint qu'en raison de la source d'où elles émanaient. Dans le cas actuel, nous ne pouvions les relever, ignorant d'où elles partaient. Mais, pour bien établir notre position et tirer de doute le rédacteur de l'*Orléanais*, nous devons ajouter que la lettre officielle été signée par M. Charles Bidon, nous n'aurions pas eu d'autre réponse à faire.

Scott et Pierce.

Il y a deux articles qui valent de longs articles et qui tirent des faits toute leur éloquence. Comparons, par exemple, les actes remarquables qui recommandent la carrière de Scott à ceux de M. Pierce, et demandons-nous lequel est le plus digne de l'appui du pays. Nous allons emprunter notre analyse à un journal du Nord :

En 1807, également de vingt-un ans, Scott s'enrôle dans une compagnie de cavalerie en Virginie.

En 1812 il livre la bataille de *Queenstown Height*.

En 1813 il ouvre un certain nombre d'Irlandais qui combattaient dans son rang contre les Anglais, et qui, fait prisonniers, allaient être exécutés comme traîtres.

Il se distingue cette même année dans la bataille de Fort George.

En 1814 il reçoit de nouvelles troupes, valbure dans le pays l'ardeur militaire, s'empare du fort Erie, se ouvre de gloire à la bataille de Chippewa et la décide par sa valeur le sort de la journée de Lundy's Lane.

En 1832 il se montre aussi humain qu'il avait été intrépide sur les champs de bataille, et publie les ordres les plus sévères contre la cholère épidémique qui le dirigeaient sur le théâtre de la guerre du Sud-Ouest. Il sauve de cette manière un nombre infini de victimes.

En 1836 il est envoyé en Floride contre les Séminoles.

En 1838 il commande contre les Cherokees.

En 1839 il dirige à la tête d'une armée l'invasion du Canada.

En 1841 il préside à la cour martiale qui condamne à mort le célèbre Mac Leod, accusé d'avoir incendié le bateau à vapeur le *Caroline*, et pour ce motif, il est relâché par le gouvernement américain.

Cette même année il publie à Philadelphie un traité de Cavalerie qui devient le code de l'armée.

En 1842 il est envoyé à la frontière du Canada, pour y maintenir la paix.

En 1846 il est nommé commandant en chef de l'armée américaine.

En 1847, il débarque sur les côtes du Mexique, s'empare de Vera-Cruz et de la forteresse de San Juan de Ulua, gagne la bataille de Cerro-Gordo qui ouvre aux Américains le chemin de la capitale, prend possession de Jalapa, occupe Perote, rédait Puebla, bat Hernède de Santa-Anna à Contreras, à San Antonio et à Churubusco, livre le brillant engagement de Molino del Rey, emporte d'assaut les hauteurs et la forteresse de Chapultepec, met en fuite les Mexicains qui défendaient les abords de Mexico et y pénètre enfin avec son armée victorieuse.

Vallé rapidement ce qu'a été le général Scott.

Voyons maintenant si les titres de candidat démocrate valent les nôtres.

M. Franklin Pierce est né en 1804, à Hellsboro, dans l'Etat du New-Hampshire. Il a fait d'assez bonnes études au collége de Bowdoin, étudie le droit et commence à exercer la profession d'avocat dans le comté de sa naissance. Il est été quelque temps après à la législature et est nommé un peu plus tard *speaker* à la Chambre des Représentants.

En 1834, il est été comme représentant au Congrès et y reste jusqu'en 1838 époque à laquelle il est nommé Sénateur. Il siége dans la Chambre haute du Congrès jusqu'au commencement de 1843, puis donne sa démission et reprend l'exercice de sa profession d'avocat.

En 1845 on lui offre la candidature pour le poste de gouverneur du New-Hampshire : il la refuse. Il en fait autant du poste d'avocat-général qui lui est offert par le président Polk.

En 1846 il est nommé colonel d'un des régiments formés pour la guerre du Mexique et il part promu plus tard au grade de brigadier-général. On sait qu'il se *s'est* point distingué dans cette guerre.

Lequel maintenant, du général Scott et de M. Pierce a rendu le plus de services au pays ? Lequel a plus de titres à l'honneur de gouverner le peuple américain ? Que la nation réponde.

Frayeur des démocrates.

La révélation des sentimens de M. Pierce à l'endroit de l'esclavage a jeté l'épouvante dans le camp locofoco. La presse démocratique du Sud s'épuise en vains efforts pour donner le change à l'opinion. Quoiqu'elle fasse, il restera prouvé que le candidat de nos adversaires a dénoncé la loi sur les esclaves fugitifs comme odieuse et cruelle, comme violant à la fois tous les principes du droit moral et d'humanité. Nous savons parfaitement qu'il s'est prononcé en faveur du compromis, mais le pays sait aussi maintenant de quelle façon il soutenait les lois de conciliation. Tout en soggrenant les citoyens à les respecter et à se soumettre à la Constitution, il ajoutait traitreusement que l'extradition d'un esclave le remplissait d'horreur. Comme un pareil langage était de nature à inspirer aux Etats libres le respect des droits du Sud ! Comme il disposait admirablement les fanatiques à la révolte ! Pour le sot n'est rien à dire contre les considérations sur-le-champ. Ils reprochent aux locofocos leurs doubles poids et leurs doubles mesures, et ils ont mille fois raison